

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 23/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCA QUALISOL**

Route de Mauvezin  
LIEU DIT AUX MOULINS  
32120 Monfort

Références : 2026-0073\_Dp  
Code AIOT : 0006807645

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement SCA QUALISOL implanté LD AUX MOULINS 32120 Monfort. L'inspection a été annoncée le 12/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société QUALISOL a transmis en porter à connaissance concernant un projet de pose de panneaux photovoltaïque en toiture au droit des bâtiments n°1 et n°2 du site.  
La visite d'inspection a permis d'échanger avec l'exploitant et son bureau d'étude sur le projet et les attentes de la DREAL.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCA QUALISOL
- LD AUX MOULINS 32120 Monfort
- Code AIOT : 0006807645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole (S.C.A.) QUALISOL exploite sur la commune de MONFORT un site de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuses. Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 23 janvier 2024, le site est soumis pour l'activité de stockage de céréales (rubrique 2160-2) au régime de l'autorisation et à déclaration au titre des rubriques 2260, 4718 et 1510.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Rétention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site est correctement exploité et entretenu.  
Toutefois, des mesures correctives devront être mises en œuvre et des justificatifs transmis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Equipements sous pression (ESP)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque l'équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection tel que prévu au chapitre I, son suivi en service comporte les inspections périodiques et les requalifications périodiques définies au présent chapitre, sans préjudice des dispositions particulières figurant en annexe 1. II. - Sont soumis aux requalifications périodiques les récipients et les générateurs de vapeur mentionnés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement ainsi que les tuyauteries soumises à déclaration et contrôle de mise en service au titre de l'article 7.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il tient à jour un registre, sous format numérique, recensant l'ensemble des Équipements Sous Pression (ESP) du site. Ce registre mentionne notamment les dates et résultats des dernières vérifications réglementaires. La société Qualisol indique avoir fait le choix de remplacer les appareils plutôt que de procéder à leur requalification. Par ailleurs, les contrôles périodiques sont bien réalisés conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, le jour de l'inspection, la société Qualisol n'a pas été en mesure de présenter la liste des équipements sous pression présents sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>transmettre une copie de la liste des Équipements Sous Pression (ESP), conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;</li> <li>transmettre les derniers rapports de contrôle des ESP du site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le

cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]

**Constats :**

Les dangers présents sur le site ont été identifiés dans le cadre de l'étude de dangers réalisée en 2011, lors de la demande d'autorisation d'exploiter. Cette étude mettait en évidence huit zones présentant un risque d'explosion, associées à des effets de surpression.

L'inspection rappelle l'intérêt de localiser précisément ces zones sur un plan, afin de faciliter l'intervention des services de secours et de garantir leur sécurité.

Il a été constaté que les plans actuellement affichés sur le site ne sont pas à jour, notamment en ce qui concerne les zones ATEX.

Il est impératif de disposer, à l'entrée du site, d'un plan à jour des installations précisant :

- les voies de circulation ;
- l'implantation des réserves incendie ;
- la localisation des zones à risques, notamment les zones ATEX.

Ces éléments sont indispensables pour permettre une intervention rapide et sécurisée des services de secours.

L'exploitant indique qu'un plan de grande dimension était précédemment installé à l'entrée du site, mais que celui-ci a été arraché lors de la tempête survenue cette année.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 4 mois:

- mettre à jour les plans du site en y intégrant l'ensemble des zones à risques, notamment les zones ATEX identifiées dans l'étude de dangers ;
- implanter, à l'entrée du site, un plan lisible et à jour des installations précisant les voies de circulation, l'emplacement des réserves incendie ainsi que la localisation des zones à risques ;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 3 : Plan général des zones à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

<b>Constats :</b>
L'inspection constate qu'il y a bien des plans répertoriant les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion du site, pour autant, ces derniers ne sont pas à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de justifier de la mise à jour des plans du site en y intégrant l'ensemble des zones à risques incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>
L'exploitant a présenté les quatre derniers rapports Q18 relatifs aux installations électriques. Il est à noter que l'un de ces rapports fait état d'une observation. Le dernier rapport Q19 a également été présenté ; celui-ci ne fait apparaître aucune observation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit sous un délai d'un mois, transmettre les derniers rapports de contrôle des installations électriques Q18 et justifier de la levée des observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que l'entretien des dispositifs d'aspiration fait l'objet d'un suivi régulier. Toutefois, l'inspection rappelle que la société Qualisol est tenue de garantir en permanence l'efficacité des dispositifs d'aspiration et de dépoussiérage présents sur l'ensemble du site. À ce titre, des contrôles aérauliques appropriés doivent être réalisés selon une périodicité adaptée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, dans un délai de six mois, transmettre un rapport présentant une étude aéraulique portant sur l'ensemble des dispositifs de dépoussiérage et de nettoyage du site. En cas de mise en évidence de dysfonctionnements ou de non-conformités, ce rapport devra être accompagné d'un échéancier détaillé des travaux correctifs à mettre en œuvre. Afin de justifier du rétablissement de l'efficacité des dispositifs, une nouvelle étude aéraulique devra être réalisée et transmise à l'issue de ces travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de collecte des eaux pluviales assure également une fonction de rétention des eaux d'incendie.</p> <p>Une vanne d'isolement est installée ; l'exploitant indique que celle-ci est régulièrement manœuvrée.</p> <p>Toutefois, cette vanne, située sous un regard, n'est pas clairement identifiée sur site. Il est impératif de procéder à son identification par la mise en place d'une signalisation adaptée (panneau d'information) et de préciser qu'elle est localisée sous un tampon en fonte.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit sous un délai d'un mois, justifier de l'identification claire de la vanne d'isolement en sortie du bassin de rétention facilitant sa localisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement des installations de manutention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'agent responsable des installations de manutention de réaliser un test d'asservissement. L'inspection a pu ainsi vérifier le bon fonctionnement de l'asservissement au système d'aspiration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite